

Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Marché n° S202025
Prestations de développement spécifique,
de maintenance et d'assistance des
plateformes pédagogiques numériques de
l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Cahier des Clauses Particulières

Sommaire

Chapitre 1.	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
Article 1	LE POUVOIR ADJUDICATEUR	4
Article 2	OBJET DU MARCHÉ	4
Article 3	EXCLUSIVITÉ	4
Article 4	LIEU D'EXECUTION	4
Article 5	PROCEDURE DE PASSATION	4
Article 6	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
Article 7	INTERVENANTS	5
Chapitre 2.	STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ	5
Article 8	TECHNIQUE ACHAT	5
Article 9	NATURE DE LA PRESTATION	6
Article 10	PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE	6
Article 11	ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	6
Chapitre 3.	DURÉE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION	7
Article 12	DURÉE DU MARCHÉ	7
Article 13	RECONDUCTION ANTICIPÉE	7
Article 14	PRESTATIONS SIMILAIRES	7
Chapitre 4.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
Article 15	PRIX DU MARCHÉ	7
Article 16	CONDITIONS DE PAIEMENT	9
Chapitre 5.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	11
Article 17	CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS	11
Article 18	VÉRIFICATION DES PRESTATIONS	12
Article 19	CLAUDE DE REEXAMEN	13
Chapitre 6.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
Article 20	ASSURANCES	13
Article 21	DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL	14
Article 22	OBLIGATION DE VIGILANCE	14
Article 23	RÉPARATION DES DOMMAGES	14
Article 24	SOUS-TRAITANCE	15
Chapitre 7.	LITIGES ET SANCTIONS	15
Article 25	PENALITÉS	15
Article 26	PENALITÉ POUR RETARD : SEUIL D'EXONÉRATION	15
Article 27	PENALITÉS POUR RETARD : PLAFONNEMENT DES PENALITÉS	16
Article 28	AUTRES STIPULATIONS	16
Chapitre 8.	FIN DU MARCHÉ	16
Article 29	RÉSILIATION DU MARCHÉ	16
Chapitre 9.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES : DÉTAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES	17

Article 30	Objet des prestations.....	17
Article 31	Contexte	17
Article 32	Prestations attendues	17
Chapitre 10.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	21

CHAPITRE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 LE POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public d'enseignement supérieur agricole sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire. Elle se répartit sur deux sites géographiquement distincts :

Site de Maisons-Alfort 7, avenue du General de Gaulle 94700 Maisons-Alfort	Site de Goustranville Goustranville 14430 Dozulé
--	--

ARTICLE 2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la prise en charge de développements spécifiques et d'assistance sur la gestion des plateformes pédagogiques numériques (incluant des plateformes Moodle et leurs plugins spécifiques, ainsi que des outils numériques (OAD) et un site WordPress mis en œuvre dans le cadre du concours postbac). Le marché inclut également un accompagnement dans la gestion évolutive des outils, ainsi qu'un appui technique pendant les périodes critiques du calendrier universitaire.

La consultation n'est pas allotie dans la mesure où le caractère homogène des prestations ne permet pas d'identifier des prestations distinctes de nature à réaliser un allotissement.

La description détaillée des prescriptions techniques figure au présent CCP, chapitre 9.

ARTICLE 3 EXCLUSIVITE

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du marché.

ARTICLE 4 LIEU D'EXECUTION

Le présent marché concerne les deux sites de l'EnvA.

ARTICLE 5 PROCEDURE DE PASSATION

La procédure applicable est une procédure formalisée, passée en application des articles R.2124-1 et R2124-2 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-TIC., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

I) Pièces particulières :

Les pièces, qui régissent la réalisation des prestations, sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction dans le contenu des pièces, cet ordre prévaut.

Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) annexé à l'AE ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le dossier questions / réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par le pouvoir adjudicateur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
- Le mémoire technique ;
- Les éventuelles mises au point et/ ou les éventuels avenants ;
- Les actes de sous-traitance agréés postérieurement à la notification du marché.

II) Pièces générales :

- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics des techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (ci-après C.C.A.G-T.I.C.),
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché,
- L'ensemble des normes en vigueur qui s'appliquent au présent marché

Cette liste n'est pas exhaustive.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G-T.I.C, la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

ARTICLE 7 INTERVENANTS

Au sens du présent document :

- le pouvoir adjudicateur est l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) qui conclut le marché avec son titulaire ;
- l'EnvA est représentée par le Directeur de l'Etablissement ;
- le titulaire est le prestataire, qui conclut le marché avec l'EnvA.

CHAPITRE 2. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

ARTICLE 8 TECHNIQUE ACHAT

La forme retenue pour l'exécution du marché est l'accord-cadre mono-attributaire s'exécutant au moyen de bons de commande en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le montant annuel maximal du marché est fixé à 90 000.00 € HT, sur la base des besoins exprimés en 2023-2024, du plan d'évolution des plateformes Moodle, et des projets structurels anticipés. Ce montant constitue une limite contractuelle. Aucun bon de commande ne pourra être émis au-delà de ce montant sauf conclusion d'un avenant en conformité avec les articles R2194-5 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 9 NATURE DE LA PRESTATION

Les prestations relèvent d'un marché de techniques de l'information et de la communication.

ARTICLE 10 PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire ;
- numéro et date du marché ;
- numéro et date du bon de commande ;
- lieu de réalisation des prestations ;
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au marché ;
- désignation et quantités des prestations à réaliser ;
- délais maximaux de réalisation des prestations ;
- montant total hors taxes de la commande ;
- taux et montant de la TVA ;
- montant total TTC.

La date d'expiration du marché constitue la date limite d'émission des bons de commande.

En cas d'envoi par courrier électronique, le titulaire doit accuser réception dans un délai maximum de 48 heures par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception

Seuls les bons de commande visés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

ARTICLE 11 ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

Après émission d'un bon de commande, l'EnvA peut en interrompre l'exécution, il en informe le titulaire par mail. Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'EnvA, les frais en découlant sont à la charge de l'EnvA sous

réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

CHAPITRE 3. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

ARTICLE 12 DUREE DU MARCHÉ

Le marché est passé pour une durée ferme d'un an, reconductible tacitement par période d'un an, trois fois, sans excéder la durée totale de 4 ans. La non-reconduction annuelle de l'accord-cadre s'effectuera deux mois, avant la date anniversaire de la notification du marché. La durée du marché court à compter de sa date de notification.

ARTICLE 13 RECONDUCTION ANTICIPEE

Si le montant maximum est atteint (ou sur le point d'être atteint et que le montant disponible restant ne permet pas d'émettre une nouvelle commande) avant la fin de la durée de validité de la période d'exécution considérée, le pouvoir adjudicateur peut, le cas échéant, notifier au titulaire une reconduction anticipée du marché.

ARTICLE 14 PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un marché de prestations similaires, avec le titulaire initial du marché dans un délai de trois (3) ans à compter de la notification de ce dernier.

Ce marché de prestations similaires pourra porter sur les prestations définies au chapitre 9 du présent CCP.

CHAPITRE 4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

ARTICLE 15 PRIX DU MARCHÉ

I) Nature des prix

Les prix du marché sont unitaires.

II) Révision des prix

Les prix du marché sont fermes la première année. A partir de la 2^{ème} année, les prix du marché sont révisibles annuellement, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire de notification du marché par application de la formule de révision.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

La formule de révision est la suivante :

$$P_1 = P_0 \times (S_1 / S_0)$$

Où :

- P_0 est le prix initial fixé dans le marché ;
- P_1 est le prix révisé ;
- S_0 est la valeur de l'indice SYNTEC publié au mois de référence (mois de notification du marché) ;
- S_1 est la valeur de ce même indice publié au mois anniversaire de la date de notification du marché.

L'indice SYNTEC est publié mensuellement par la Fédération Syntec et est consultable sur <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>.

III) Remarques

Aucun effet rétroactif ne sera appliqué. Les prix révisés s'appliqueront uniquement aux prestations engagées postérieurement à la date de révision.

En cas de remplacement ou d'arrêt d'un indice cité ci-dessous, le nouveau est substitué de plein droit dans les conditions et selon le coefficient de raccordement fixés par la Fédération Syntec. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du marché.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

En cas de révision, un nouveau B.P.U. modifié conformément à l'alinéa précédent, est adressé par le titulaire à la personne publique avant l'application des nouveaux prix.

Du simple fait de cette communication, les documents sont considérés comme certifiés conforme par le titulaire. Ce bordereau constitue, une fois pour toutes, la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, postérieurement à cette transmission, afférentes aux prestations fournies au titre du marché, jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

La proposition de révision des prix est remise obligatoirement contre récépissé, par le titulaire au pouvoir adjudicateur ou est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception postal, moyennant un préavis de deux mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

Le tarif pris en considération est celui qui est en vigueur le jour de l'émission du document de commande, à la condition que ce tarif ait été notifié au pouvoir adjudicateur et confirmé par celui-ci.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur formalisée par tous moyens y compris par la seule notification électronique du B.P.U. par le pouvoir adjudicateur.

L'absence de demande de révision dans ce calendrier aura pour conséquence le maintien de

l'offre initiale ou du prix précédemment révisé.

IV) Contenu des prix

Les prix du marché comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

V) TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

VI) Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent accord cadre si l'augmentation moyenne des prix sur l'ensemble de l'année est supérieure de 5 % du prix retenu dans l'avis de notification puis à la date anniversaire du marché.

ARTICLE 16 CONDITIONS DE PAIEMENT

I) Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 10% (option B du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65% et 80% d'avancement

II) Périodicité des paiements :

La facturation est faite par livraison. Le prix est payé après service fait.

III) Adresse de remise des demandes de paiement :

Le règlement du montant du marché s'effectuera sur présentation de facture sous forme dématérialisée, sur le site :

Les factures dématérialisées adressées à l'École nationale vétérinaire d'Alfort doivent comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENVA en tant que destinataire de la facture : 199 406 083 00014
- Le code service indiqué sur le bon de commande.

Le numéro du bon de commande est nécessaire et sera communiqué à l'émission du bon de commande.

Toute facture non conforme à ces dispositions sera retournée au titulaire, le délai de paiement débutera à compter de la réception d'une demande de paiement conforme.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro1, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

En plus des mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ;
- La date de notification du marché ;
- Le numéro de marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le libellé de la prestation ;
- La quantité et les références des fournitures ou prestations ;
- Le montant HT des fournitures livrées ou prestations exécutées ;
- Le montant TTC en euros des fournitures livrées ou des prestations exécutées ;
- La date de la livraison effective ou de l'exécution effective.

Le non-respect de cette présentation de facture entraînera le rejet de la facture sur CHORUS pour réémission de facture, sans que le délai de paiement ne commence à courir comme le dispose l'article R2192-27 du code de la commande publique

Par ailleurs, des références erronées voire fantaisistes feront l'objet d'un recyclage de la part du service facturier dépense à savoir un retour de la facture vers le titulaire.

IV) Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires ;

M : montant TTC de la demande de paiement ;

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points ;

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement ;

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement.

Le délai de paiement peut être interrompu en application des articles R2192-27 à R2192-30 du code de la commande publique.

CHAPITRE 5. RÉALISATION DES PRESTATIONS

ARTICLE 17 CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS

I) Conditions d'exécution des prestations :

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que les prestations commandées soient exécutées dans le strict respect du CCP, des bons de commande et les plannings d'intervention joints, le cas échéant à ces bons de commandes.

Le titulaire signalera au représentant du Pouvoir adjudicateur, toute difficulté de nature à retarder ou compromettre la bonne exécution des prestations commandées. Ainsi, par dérogation aux articles 3.7.2 du CCAG-TIC, s'il estime que les prescriptions d'un bon de commande des observations de sa part, il doit les notifier au Pouvoir adjudicateur dans un délai de 8 jours à compter de la date de réception du bon de commande sous peine de forclusion.

II) Garantie de continuité des prestations :

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants chargés de la réalisation des prestations prévues au marché disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du marché. En conséquence le titulaire doit :

- Constituer des équipes de personnels formés et compétents ;
- Veiller et contrôler le maintien et à la disponibilité des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de

ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge.

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée du marché. Si le taux de rotation du personnel du titulaire exécutant les prestations lui apparaît excessif, l'acheteur peut demander la justification et les actions proposées afin d'en réduire le caractère excessif.

En cas d'absence, de départ ou de manque avéré de compétences d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire doit en informer l'acheteur et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans le cas où le titulaire fait intervenir un stagiaire, celui-ci doit disposer d'une convention de stage avec le titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage désigné. Pour la réalisation des prestations les salariés du titulaire demeurent sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. L'acheteur ne peut en aucun cas se substituer au titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. À ce titre, le titulaire communique à l'acheteur l'identité du responsable hiérarchique des salariés qui réalise les prestations prévues au contrat.

III) Transfert de propriété des livrables

La réception des livrables par le Pouvoir adjudicateur entraîne transfert de propriété de ces derniers. A chaque réception des livrables concernant les prestations objets du présent marché, le titulaire adresse au Pouvoir adjudicateur toute la documentation associée au livrable (technique, fonctionnelle, administrative, etc.) rédigée en langue française. Les livrables sont des fichiers sources et exécutables, des données, des documents papiers et des documents informatiques.

Pour les documents informatiques, à ce jour, le Pouvoir adjudicateur accepte les formats standards suivants de fichiers sur support lisible par un PC sous Windows, avec le code suffixe (.xls, .doc, .pdf, etc.) qui déterminent partiellement ou en totalité le format du fichier utilisé. Le titulaire est informé que le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire évoluer le formalisme relatif au support de remise des livrables selon sa politique interne de Sécurité des données et informations.

ARTICLE 18 VERIFICATION DES PRESTATIONS

I) Niveau d'obligation prévu au marché :

Du fait de l'objet du marché le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au marché. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au marché.

II) Opérations de vérification des services :

Le Pouvoir adjudicateur pourra effectuer tous les contrôles quantitatifs et qualitatifs qu'il estimera nécessaires suite à la réalisation des prestations par le titulaire.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-TIC, le Pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications qu'il jugera nécessaire d'effectuer. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec le Pouvoir adjudicateur pour obtenir ces informations afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-TIC, le Pouvoir adjudicateur prendra sa décision d'admission des prestations, sans condition de délai.

Par dérogation à l'article 34.4.3 du CCAG-TIC, en cas de refus du livrable, l'acheteur met en demeure par courriel le prestataire de reprendre et de transmettre le rendu du document refusé rectifié dans un délai maximal de 15 jours calendaires.

Si au terme de ce délai, le prestataire n'a pas satisfait à ses obligations, l'acheteur procède à une nouvelle mise en demeure de production du livrable refusé dans un délai de 6 jours calendaires à compter de la notification par courriel de cette mise en demeure. A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

III) Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après

ARTICLE 19 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier les conditions d'exécution de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- **Modification des prix existants** : Conformément à l'article 25 du CCAG-TIC, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

- Changement de dénomination du Titulaire ;

- Changement de coordonnées bancaires.

CHAPITRE 6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 20 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de

l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G - TIC, le titulaire doit justifier à la notification du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 21 DEVOIR D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;

Si nécessaire, il sera procédé aux modifications ci-dessus sans qu'il soit besoin de recourir à un avenant.

ARTICLE 22 OBLIGATION DE VIGILANCE

1) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

ARTICLE 23 REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur.

ARTICLE 24 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par l'acheteur et agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L2193-10 et R 2193-9 du Code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (modèle de formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Conformément aux articles R.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire apporte la preuve qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC. Quand le sous-traitant n'a pas le droit au paiement direct, le maître d'ouvrage n'accepte pas non plus de délégation de paiement à son profit.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

La modification de l'acte spécial n'entraîne de conséquence ni sur le droit au paiement direct, ni sur le montant de la créance dont dispose le sous-traitant à l'égard du pouvoir adjudicateur, si aucune modification de la convention entre le titulaire et le sous-traitant dans le même sens n'est intervenu.

CHAPITRE 7. LITIGES ET SANCTIONS

ARTICLE 25 PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités de retard sont fixées à 50 € HT par jour en cas de non-respect des délais de livraison.

ARTICLE 26 PENALITE POUR RETARD : SEUIL D'EXONERATION

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-TIC, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

ARTICLE 27 PENALITES POUR RETARD : PLAFONNEMENT DES PENALITES

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

ARTICLE 28 AUTRES STIPULATIONS

I) INFORMATIONS STATISTIQUES

À la demande de l'EnvA et à minima, à chaque date anniversaire d'attribution, le titulaire fournira tous les éléments d'information nécessaires au suivi de l'exécution du marché.

À ce titre, il leur sera demandé de transmettre, sur une base mensuelle, aux services achats les statistiques relatives aux quantités et montants livrées par référence et par service ayant passé la commande.

Ces informations seront transmises par voie électronique dans un format exploitable (tableur). Les données recueillies ne feront l'objet d'aucune communication externe et n'ont vocation qu'à être utilisées dans le cadre du suivi interne à l'Etablissement.

II) EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 54 du C.C.A.G 6 TIC s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au marché après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du marché et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent marché est à la charge du titulaire. la diminution des dépenses ne lui profite pas.

III) REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Tout litige susceptible de s'élever entre l'EnvA et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Melun, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

CHAPITRE 8. FIN DU MARCHE

ARTICLE 29 RESILIATION DU MARCHE

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

CHAPITRE 9. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES : DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES

ARTICLE 30 OBJET DES PRESTATIONS

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de développements spécifiques sur les plateformes pédagogiques de l'École nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) dans le cadre de la formation initiale et du concours post-bac organisé par l'Ecole. Ces prestations visent à assurer l'amélioration continue, la pérennité technique et l'adaptation fonctionnelle des plateformes aux besoins de l'établissement. Elles incluent l'analyse du besoin, les développements ainsi que la formation aux outils développés.

ARTICLE 31 CONTEXTE

L'EnvA dispose de quatre plateformes numériques distinctes :

Formation initiale :

- Une plateforme dédiée à la gestion pédagogique des formations initiales (sous Moodle 4.4)

Concours post-bac :

- Une plateforme dédiée à l'organisation du concours (sous Moodle 4.5)
- Une plateforme dédiée à la communication autour du concours (sous WordPress)
- Une plateforme dédiée à la gestion des candidatures du concours post-bac (sous PHP avec le Framework Symfony)

ARTICLE 32 PRESTATIONS ATTENDUES

Le titulaire du marché devra réaliser, selon les besoins exprimés, les prestations décrites ci-dessous.

I) Conseil et expertise

- Analyse des besoins exprimés par les équipes pédagogiques ou techniques (formation initiale et concours post-bac) ;
- Recommandations techniques sur les évolutions ou les solutions envisageables ;
- Veille sur les évolutions de Moodle et de ses composants ;

- Veille sur les évolutions de WordPress et de ses composants ;
- Accompagnement sur la mise en place des sauvegardes et restaurations pour garantir la continuité de service et la sécurité des systèmes.

II) Développements spécifiques

- Développement de plugins, modules ou blocs personnalisés ;
- Interconnexion avec des outils tiers en cas de besoin (API, systèmes internes) ;
- Evolutions d'un Outils d'Aide à la Décision (OAD). L'analyse de la phase d'admissibilité du concours post-bac repose sur le développement d'un outil utilisant un algorithme spécifique développé en utilisant les technologies MongoDB (stockage du json) et Boost / React (pour le frontend). Cet outil évolue annuellement avec l'évolution des données de la plateforme Parcoursup et les besoins du concours. Cet outil est hébergé sur une infrastructure séparée du site Moodle utilisé pour le concours et du site web de présentation du concours. Les données utilisées sont issues de Parcoursup et comportent des données personnelles au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD). L'utilisation de ces données pour les besoins de l'examen des vœux prescrit par la procédure nationale de préinscription obéit donc aux règles concernant d'une part, la déclaration du traitement et l'information sur le traitement de données et, d'autre part, la protection des données prévues par ledit RGPD ;
- Développement et maintenance de nouveaux outils pédagogiques.

III) Accompagnement et documentation

- Rédaction de documentation technique (architecture, installation, maintenance, cahier des charges pour les nouveaux développements) ;
- Guides utilisateurs si besoin ;
- Accompagnement des équipes dans l'appropriation des nouvelles fonctionnalités.

IV) Astreinte et assistance

- Astreinte (disponibilité entre 7h00 et 20h00) les jours de concours (dates annuelles selon le calendrier Parcoursup). Il est attendu une réactivité immédiate du prestataire et l'obligation de rendre fonctionnels les outils utilisés pour le concours dans un délai inférieur à 1 heure le jour des épreuves ;
- Grande réactivité attendue pendant la période de formulation des vœux des candidats. De même, en cas d'interruption du fonctionnement des différents outils numériques utilisés (site web, questionnaire d'auto-évaluation, certificat à télécharger sur Parcoursup) durant cette phase du concours, il est attendu du prestataire une remise en route immédiate de ces outils.

V) Modalités d'intervention

Les livrables attendus pour toute intervention incluent :

- Le développement ou paramétrage demandé ;
- Les tests techniques (unitaires et d'intégration) ;
- La documentation technique et fonctionnelle ;

Le déploiement sur un environnement de test (site-miroir), puis sur l'environnement de production après validation par le métier.

VI) Exigences techniques

Les développements et interventions devront respecter les exigences suivantes :

- Conformité aux standards de développement Moodle, Wordpress, gestion de base de données, PHP ;
- Compatibilité avec les versions stables recommandées par Moodle (LTS) ;
- Documentation livrée en français ;
- Utilisation de gestion de version (Git) et traçabilité des interventions ;
- Le titulaire devra s'approprier les outils spécifiques et développés sur mesure, en assurer la maîtrise et les faire évoluer dans le respect des contraintes existantes, en particulier de confidentialité concernant le concours post-bac. Ainsi, chaque personne intervenant sur les outils numériques du concours post-bac, excepté le site public WordPress, doit avoir au préalable signé un accord de confidentialité. Les accords de confidentialité sont signés annuellement.

VII) Confidentialité

Toutes les données auxquelles le titulaire aura accès seront protégées par un accord de confidentialité, exceptées les informations disponibles sur le site public WordPress.

Il est fait de manière générale application de l'article 5 du CCAG-TIC ainsi que de la convention de sous-traitance s'agissant du traitement des données personnelles signée par le titulaire.

VIII) Maintenance corrective et évolutive

La maintenance corrective et évolutive inclut l'entretien et la correction d'anomalies détectées sur les plateformes et sur les outils spécifiques déjà mis en place :

- Mise à jour de Moodle et de ses extensions ;
- Bascule annuelle pour reparamétrage des cours, cohortes et groupes en préparation de la nouvelle rentrée universitaire ;
- Montée de version Osticket et PHP ;
- Vérification de la compatibilité des développements avec les nouvelles versions ;
- Adaptation ou refonte de fonctionnalités existantes ;
- Maintenance des développements ultérieurs.

Cette maintenance évolutive inclut notamment :

- **Maintenance et évolution du syllabus numérique** : Mise à jour et enrichissement fonctionnel du syllabus numérique développé à façon sur Moodle, incluant une gestion avancée des droits d'accès aux différentes sections, ainsi qu'un lien avec le plugin CompetvetSuivi. Le système permet un paramétrage précis des rôles habilités à consulter, modifier ou valider les contenus du syllabus. Il permet une extraction facilitée de l'ensemble de la maquette pédagogique, des volumes horaires associés et des ECTS. Il inclut également un traitement fin (à l'échelle de l'exercice d'enseignement) et une exploitation facilitée des volumes horaires par discipline et par compétences visées.
- **Maintenance et évolution du système de validation des compétences CompetVet** : Basé sur un noyau moodle (activité moodle dédiée spécifiquement conçue pour les ENVF), le plugin CompetVet et son application pour smartphone (android, ios) permet d'alimenter trois fonctionnalités : évaluation des compétences transversales, certification des compétences spécifiques et carnet de cas cliniques dans l'ensemble des rotations cliniques. Une maintenance évolutive et des développements complémentaires sont attendus pour générer un tableau de bord récapitulatif pour les étudiants.
- **Maintenance et évolution du système de suivi des compétences CompetVet_suivi** : Basé sur un noyau moodle spécifiquement conçu pour les ENVF, le plugin CompetVet_suivi permet d'afficher les compétences visées par chaque unité d'enseignement et de suivre les compétences acquises par les étudiants au cours de leur cursus. Une maintenance évolutive et des développements complémentaires sont attendus pour mettre à jour ce système.
- **Maintenance d'un site sous Wordpress** : Développé sous WordPress, le site doit être régulièrement mis à jour pour garantir sa pleine fonctionnalité. De même, des sauvegardes régulières sont nécessaires pour pouvoir assurer la restauration du site dans un délai maximum de 24 h (1 heure pendant la période de formulation des vœux).
- **Gestion d'un algorithme d'aide à la décision (PHP)** : l'outil d'aide à la décision doit faire l'objet d'une évolution annuelle en raison des besoins du concours et des évolutions de Parcoursup.

IX) Projets

Dans le cadre du marché, le titulaire du marché prendra également en charge le développement de nouveaux projets dont le phasage et la mise en œuvre seront évalués au cas par cas en fonction des ressources disponibles. Ces projets incluent notamment les exemples suivants :

- **ProjetVet : Développement d'un module de gestion des Crédits de Projets Personnels**

Conception et mise en œuvre d'un outil intégré à Moodle permettant l'attribution et le suivi des

crédits ECTS liés aux projets personnels des étudiants, l'affectation des tuteurs aux étudiants, le suivi des rendez-vous entre étudiants et tuteurs, l'intégration d'un tableau de bord de suivi et la génération d'un supplément au diplôme.

- **Automatisation des évaluations des enseignements**

Mise en place d'un processus automatisé de gestion des enquêtes d'évaluation des enseignements, incluant la planification, le déclenchement, la collecte, le traitement, l'export des résultats et la comparaison sur plusieurs années glissantes.

- **VetSims : Intégration d'un module complémentaire de gestion des activités dans la salle de simulation (CSLVet)**

Conception d'une application sur smartphone permettant de valider l'acquisition des compétences des étudiants sur les ateliers de la salle de simulation VetSims. Le premier objectif est de permettre un suivi fin de la réalisation des ateliers par les étudiants, du temps passé sur chaque atelier, des difficultés rencontrées. Il permet une auto-évaluation par l'étudiant et une certification par un encadrant. Les informations collectées via l'application permettent d'alimenter une base de données dans moodle pour le suivi et l'attribution de badges. Les ateliers sont organisés par année et unité de compétences (UC) permettant aux étudiants de connaître les attendus pour chaque UC et aux enseignants de vérifier la complétude. L'outil doit s'intégrer dans l'écosystème CompetVet.

CHAPITRE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le CCP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-TIC	Ayant pour OBJET
6	4.1	Pièces contractuelles constitutives du marché
6	4.2.1	Pièces transmises pour notification
17	3.7.2	Observation du titulaire sur un bon de commande
18	30, 33 et 34.4.3	Déroulement des opérations de vérification
20	9.2	Assurances
25	14.1.1	Pénalités
26	14.1.3	Pénalités (seuil d'exonération)